



MARSEILLE, FRANCE '12  
LE TEMPS DES SOLUTIONS

FORUM MONDIAL DE L'EAU

12 > 17 mars 2012

## La gazette du Forum

N°3 - Mercredi 14 mars 2012

### Sommaire

- **La gestion de l'eau oscille entre le public et le privé** ..... P. 2
- **Les ministres engagés autour d'une déclaration commune** ..... P. 3
- **Portfolio** ..... P. 4
- **La France met en avant l'eau comme facteur de croissance verte** .... P. 6
- **Bassin du fleuve Niger : neuf Etats s'engagent** P. 7
- **4<sup>ème</sup> rapport mondial sur l'Eau des Nations-Unies** ..... P. 8

### > Mexico en chiffres

- **115 millions** d'habitants
- **1/3** de la population n'a pas accès à un réseau de traitement des eaux usées
- **Encore 1/3** a accès à un réseau des eaux usées sans traitement
- **Bassin hydrographique :** 20,430 m<sup>2</sup>
- **Extraction d'eau fraîche :** 747.6 m<sup>3</sup>/ habitant/ an  
17.81% de stress hydrique
- **Prix de l'eau :** 0.49 USD/m<sup>3</sup> (le moins cher de tous les pays membres de l'OCDE)
- **127 km** de canalisations du Système Cutzamala transportent 14,900 L/s d'eau en amont pour alimenter la ville de Mexico

## Edito

### Le cap des 1000 signataires du Pacte d'Istanbul est dépassé

Sur 1400 participants venant de 60 pays, plus de 500 élus locaux, dont 250 maires, gouverneurs et présidents de collectivités territoriales, sont présents au processus des autorités locales et régionales (ALR), soit beaucoup plus que dans les forums précédents. La mobilisation des associations internationales de collectivités, notamment de CGLU, en est la raison essentielle.



Le Forum de Mexico en 2006 a permis de consacrer les autorités locales comme l'échelon pertinent pour la gestion des services d'eau et d'assainissement. Le Forum d'Istanbul en 2009 est encore allé plus loin, grâce à la création du Pacte d'Istanbul qui permet aux ALR de s'engager sur des principes d'une gestion durable de la ressource en eau mais également sur des objectifs chiffrés, vérifiables.

Les ALR ont la possibilité de s'exprimer sur différentes thématiques et de profiter des meilleures pratiques des autorités locales présentes à Marseille. L'eau est un élément culturel fort, indissociable de la question de la gouvernance. La prise en compte de cette dimension, bien souvent oubliée, est un des facteurs de succès d'une politique de l'eau intelligente et participative. Enfin, les solidarités et la coopération sont un excellent moyen pour améliorer et accélérer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Nous traiterons cette thématique et les autres sous l'angle des solutions. C'est à la fois notre feuille de route et notre responsabilité.

Rio+20 approche. Les ALR sont toujours plus présentes et actives dans le débat international du développement durable. Leur voix porte toujours plus loin. Les gouvernements l'ont compris, et ont inscrit dans la Déclaration Ministérielle de ce 6<sup>ème</sup> Forum leur rôle majeur.

L'eau, enjeu global, appelle des solutions locales. Demain et après-demain, les autorités locales montreront qu'elles ont plus qu'un rôle à jouer, elles ont des solutions et elles sont une partie de la solution au défi de l'eau. ●

### Les coordinateurs du processus ALR

Serge Lepeltier, Ancien Ministre et Maire de Bourges,  
et Pierre Victoria, Conseil mondial de l'eau

### Géolide, la plus grande station enterrée au monde

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement de Marseille proposent aux congressistes du Forum de visiter le complexe marseillais de traitement des eaux usées « Géolide », les 13 et 15 mars 2012. Capable de traiter les eaux usées de 1 860 000 personnes, Géolide est la plus grande station enterrée au monde. Installée en plein centre ville, à deux pas du stade Vélodrome, cette cathédrale souterraine est inodore, silencieuse et quasiment invisible.

### Présentations WAT-A-GAME (« Quel jeu ! »)

WAT-A-GAME (WAG), soit « Quel jeu ! », doit être présenté par le CEMAGREF et le CIRAD les 14 et 15 mars, à partir de 16 h au « City Hall » du Village des Solutions.

WAG inclut un kit méthode et un logiciel.

Le tout pour créer et utiliser des jeux interactifs pour la gestion de l'eau, la mise en place de politiques et l'éducation. Les acteurs peuvent y faire appel pour répondre aux enjeux de l'eau à différentes échelles.

Grâce à WAG, il est possible de prendre des décisions, d'inventer et de tester de nouvelles politiques, en tenant compte des besoins des ménages et du respect des écosystèmes environnants.

# La gestion de l'eau oscille entre le public et le privé

**Public ou privé ? Telle est la question qui a opposé le 13 mars, lors du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, les partisans d'un mode de gestion public des services d'eau et assainissement à ceux prônant une approche purement privée.**

**D**avid Boys, délégué de l'organisation « Public Services International » plaide pour que les services de l'eau et d'assainissement restent publics. Selon lui, ce système garantit l'accès à l'eau pour tous grâce aux tarifs sociaux. Il ajoute qu'en gestion publique, il n'y a pas de secret commercial et que la transparence est une réalité reconnue.

« Les opérateurs publics et privés de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement font face à des problèmes similaires », tempère Gérard Payen, Président d'Aquafed, la Fédération internationale des opérateurs privés des services d'eau et d'assainissement. Et d'ajouter : « L'approvisionnement et la gestion occasionnent des frais minimums qui nécessitent d'être financés, notamment par des tarifs qui recouvrent les coûts : pas d'argent, pas d'eau ! »

### "Le mode de gestion, un instrument parmi d'autres"

Marie-Hélène Lauron, Coordinatrice du réseau « Water for people » témoigne de l'expérience philippine en matière de gestion privée de l'eau. Elle constate qu'en 2007, les engagements inscrits dans les contrats signés en 1997 n'ont absolument pas été

respectés. Selon elle, « la réalité est plus dure que la fiction ». Les prix de l'eau ont ainsi augmenté de 45 à 80 %, ce qui exclut des communautés entières de l'accès au service d'eau potable, alors que les coupures d'eau sont toujours longues et fréquentes. La qualité n'est pas au rendez-vous non plus, affirme-t-elle. Du point de vue social, de nombreux employés des entreprises d'eau ont été sacrifiés pour motif de rentabilité. Marie-Hélène Lauron renchérit « l'eau n'est pas une marchandise (...) sa gestion doit rester dans le domaine public ».

A mi-chemin entre public et privé, Mamadou Dia, directeur général de la Sénégalaise Des Eaux, tempère. Opérateur public national, il a confié au privé depuis 1995 la gestion du service de l'eau potable. Il témoigne.

« Le mode de gestion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement utilisé n'est qu'un instrument parmi d'autres pour arriver aux objectifs fixés par l'Etat. Le but principal est de satisfaire l'usager, sécuriser l'accès à l'eau et garantir des tarifs socialement acceptables par les populations ». Ainsi au Sénégal, l'accès aux services de l'eau a augmenté de 120% entre 1995 et 2011 grâce à la collaboration entre acteurs publics et privés. ●

Zaffar Adeel (director of UN University), Christian Severin (GEF programme manager) et Alex T Bielzak INWEH PhD, "courtier du savoir", présentent une solution.



# Les ministres s'engagent à accélérer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement

**Le mardi 13 mars, les ministres de différents pays présents au 6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau ont adopté une Déclaration commune sur la base des travaux préparatoires du Forum.**



©Photo 6th Water-World Forum / Christophe Tsamourte

La conférence ministérielle rappelle l'importance de considérer l'eau dans toutes ses dimensions.

Cette déclaration met l'accent sur l'accélération nécessaire de la mise en œuvre des obligations en matière des droits de l'homme pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement contribuant au bien-être de tous et la santé, en particulier pour les plus vulnérables, ainsi que l'amélioration de la gestion des eaux usées.

Une approche globale des questions de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire constitue un facteur de garantie appréciable pour une croissance durable et la création d'emplois.

Cette vision transversale permet à la fois d'assurer le bon fonctionnement des écosystèmes liés à l'eau, de maximiser la cohérence des politiques publiques, de réaliser des synergies et de minimiser la concurrence entre les différents secteurs économiques.

La conférence ministérielle rappelle l'importance de considérer l'eau dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et environnementales, en s'appuyant sur un cadre de gouvernance, de financement et de coopération adéquat. Elle souhaite que soient intégrées et valorisées les expériences réussies pour se rapprocher des Objectifs

du Millénaire pour le Développement d'ici 2015 et qu'elles soient poursuivies au-delà.

## Identification des solutions

Les ministres partagent l'idée que les tables rondes de haut niveau tenues pendant la conférence ministérielle offrent de multiples occasions d'identifier des solutions et des engagements pour progresser sur les questions de l'eau.

Ils soutiennent que les partenariats noués avec les différents parlements, ainsi qu'avec les autorités locales et régionales jouent un rôle pivot, à la fois politique et opérationnel sur ces questions. Ces partenariats devraient se poursuivre, le cas échéant en lien avec les processus thématiques, régionaux et la commission "racines & citoyenneté" du 6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau.

A travers cette déclaration, la conférence ministérielle souhaite que les solutions et engagements pour l'eau devraient être consolidés et diffusés, leur mise en œuvre suivie et évaluée par les autorités compétentes pour contribuer aux travaux des prochains Forums mondiaux de l'eau.



## L'Union Européenne (UE) renforce son engagement dans le domaine de l'eau

Le Commissaire européen en charge de l'environnement, Janez Potočnik, a présenté mardi 13 Mars, le « Plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe » qui sera publié en novembre prochain. Ce plan fixe de nouvelles orientations stratégiques. Il renforce les efforts d'anticipation et de prévention de l'UE pour la protection de l'eau notamment concernant l'équilibre hommes/écosystèmes ainsi qu'entre l'offre et la demande. Dans l'après-midi, Janez Potočnik a signé la Déclaration sur les défis de l'eau lors de la Conférence ministérielle.

## Le rapport de l'UNESCO promeut l'égalité des genres

A l'occasion de la présentation du 4<sup>ème</sup> rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a présenté le chapitre concernant l'intégration de la dimension homme femme dans la gestion de l'eau. C'est la première fois depuis le lancement du premier rapport en 2000 que cette notion est prise en compte. Les différents intervenants ont insisté sur l'importance du renforcement du pouvoir décisionnel des femmes dans le domaine de la gestion et l'utilisation de l'eau, leur participation dans tous les niveaux de gouvernance de l'eau ainsi que la diffusion d'informations aux parties prenantes.

# Portfolio



©Photo 6th Water-World Forum /Christophe Iamourre

La verticalité de l'hydrogène, dans le ballet H2O – Les Mémoires de l'eau



L'actrice Famke Janssen est la "nouvelle ambassadrice de l'eau" de l'ONG Green Cross International.

©Photo Hyacinthe Sanou



Idriss Deby Itno, président de la République du Tchad signe la déclaration pour le financement du droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes les personnes vivant grâce aux eaux du Lac-Tchad.

©Photo 6th Water-World Forum /Christophe Iamourre



Rémy Uno, un artiste marseillais, interprète l'importance de l'eau pour les générations futures.

©Photo Laurene Ghiglia



©Photo DK

Les acteurs principaux de la session financements innovants pour la réhabilitation du lac Tchad



Salam Fayyad, premier ministre de Palestine, avec le Dr Shaddad Al Attili, ministre palestinien de l'eau, et Rebhi Al-Sheikh, le secrétaire général du projet d'usine de désalinisation de Ghaza.

©Photo Ning Li



Salam Fayyad

©Photo Ning Li



©Photo Tomoko Takeda

Sowat, artiste en graphiti, habille le mur du Palais Phocéen.



Evan Abramson, Carmen Elsa Lopez et leur bébé Luz Immanuel sont venus présenter leur film Carbon for Water.

©Photo Tomoko Takeda



©Photo 6th Water-World Forum /Christophe Iamourre

Julia Marton-Lefevre, DG de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature, Angel Gurria, Secrétaire Général de l'OCDE, Benedito Braga, président du 6<sup>ème</sup> Forum consacrent, avec Jean Leonetti, Ministre des Affaires européennes, l'engagement européen pour l'eau.



©Photo Hélène Gonçalves

L'artiste Gris I de Lyon place l'eau au cœur des enjeux, tandis que Heng (à droite) illustre la nécessité d'un équilibre entre la civilisation sur la surface et l'eau qui coule sous nos pieds.



@Photo Audrey de Bonneville

Rencontrez les porteurs de Solutions au Village.



@Photo Audrey de Bonneville

Le prix de l'eau, une scénographie de Sylvain Massot au Pavillon Finance (Village des Solutions)



@Photo Laurene Ghiglia

Zaffar Adeel (director of UN University), Christian Severin (GEF programme manager) et Alex T Bielzak INWEH PhD, "courtier du savoir", présentent une solution.



@Photo Ning Li

A la librairie du village des solutions, les idées prennent leur envol.



@Photo Laurene Ghiglia



@Photo Tomoko Takeuchi

Les volontaires accueillent le monde entier à Marseille.



@Photo DR

Le célèbre photographe Yann Arthus Bertrand a présenté son film, La Soif du Monde, hier soir.



@Photo Ubain Fifi

Engagements solidaires de neuf états pour la gestion durable du Bassin Niger.



André Flajolet, Co-coordonateur du Processus Parlementaire pour la Commission Politique du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau.

@Photo thWater World Forum / Christophe Iamourre



Table ronde de Haut niveau sur les eaux transfrontalières.



@Photo Audrey de Bonneville

Engagement pour l'eau à la Mairie du Village des Solutions

@Photo thWater World Forum / Christophe Iamourre

### Utiliser le potentiel des eaux souterraines

Les scientifiques du projet GRAPHIC (UNESCO-IHP) présentent au Forum des études de cas issues de leur publication sur les impacts du changement climatique sur les ressources en eaux souterraines dans divers contextes géographiques. Guillaume Favreau, chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), soutient que « d'énormes quantités d'eaux souterraines peuvent être utilisées » sous réserve d'adaptation. Parmi les solutions proposées, les aquifères peuvent être rechargés à partir de pluies d'orage récupérées dans des jardins pluviaux (où l'infiltration vers la nappe est favorisée), ou à partir d'eaux de surface en période de hautes eaux.

### Coopération franco-chinoise dans la gestion intégrée des ressources en eau

En clôture de la première journée du Forum, les gouvernements chinois et français ont présenté un projet de coopération dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau. L'accord a pour objet l'apprentissage mutuel autour des bassins versants Seine Normandie et du Fleuve Hai. Lancée à Marseille, la deuxième phase de coopération s'étend de 2012 à 2015. Chen Lei, Ministre chinois des Ressources en Eau et Serge Lepeltier, Ambassadeur français en charge des négociations sur le changement climatique, mettent en avant le fort potentiel de synergies entre les deux régions qui alimentent en eau les capitales de leur pays.

## La France met en avant l'eau comme facteur de croissance verte

**Le Ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) s'intéresse à la durabilité du système économique actuel et aux solutions à disposition des citoyens, collectivités et entreprises pour créer les conditions d'une économie « verte ».**

*Les zones humides rendent un grand nombre de services gratuits à la société.*



©Photo Franck André

La croissance verte est une croissance économique destinée à utiliser moins ou mieux les ressources énergétiques et les matières premières non renouvelables. La maîtrise et la préservation des ressources en eau constitue donc un de ses enjeux capitaux.

Lors de son intervention à l'Espace France du Forum, mardi 13 mars 2012, la Commissaire générale au développement durable au sein du MEDDTL, Dominique Dron, a tenu à illustrer le rôle prédominant de l'eau dans la croissance verte au travers de trois thématiques développées en France : la valorisation des zones humides, l'évaluation de l'empreinte eau et la mise en œuvre d'une gestion économe de l'eau par les entreprises.

La question de la valeur économique des services rendus par les écosystèmes a été abordée au travers de l'étude de cas du Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin, situé dans le département de la Manche. Les zones humides, espaces de transition entre terre et eau qui occupent 5.5% du territoire français, rendent un grand nombre de services à la société : purification de l'eau, protection contre les inondations, usages récréatifs...

Comme ces services sont gratuits, les risques liés à leur dégradation sont rarement considérés. En calculant leur valeur économique, le service rendu par les zones humides est chiffré et permet à la population de prendre conscience de leur importance.

### La France, grande importatrice d'eau virtuelle

Dans l'optique d'une sensibilisation générale, le calcul de l'empreinte eau apparaît comme une étape indispensable que la France aborde sous un angle singulier (différent de l'approche internationale du WaterFootPrint). Elle permet de se rendre compte de la quantité d'eau très importante nécessaire à la production de services de façon indirecte (eau virtuelle). La France apparaît ainsi comme une nation grande importatrice d'eau virtuelle. Elle invite à une réflexion sur la réduction des empreintes eau de chaque pays.

Dominique Dron a cité l'entreprise de blanchisserie industrielle Elis en exemple pour ses bonnes pratiques de gestion de l'eau et performance environnementale. La participation des entreprises semble donc indispensable à une dynamique de croissance verte. ●

## Bassin du fleuve Niger : neuf Etats s'engagent

**Neuf états bordant le fleuve Niger prennent une série d'engagements sur l'accès à l'eau et à l'assainissement. Quelque 100 millions d'habitants sont concernés.**



100 millions d'habitants vivent aux alentours du fleuve Niger.

©Photo Lee Cohen

**D**évelopper le droit à l'eau et à l'assainissement, intégrer dans les budgets nationaux la priorité pour l'accès à l'eau et à l'assainissement, optimiser la consommation, favoriser l'irrigation... Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Guinée Conakry, le Mali, le Niger, le Tchad et le Nigeria prennent des engagements fermes le 12 mars 2012, à l'occasion du 6ème Forum Mondial de l'Eau.

Les Chefs d'Etat des pays membres de l'Autorité du Bassin du Niger (fleuve long de 4200km et bassin versant actif de 2,1 milliards d'hectare) souhaitent mettre en place une vision partagée pour le développement du bassin. Ils lancent un appel fort en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement et d'une gestion intégrée des ressources en eau. Espace commun, le bassin du Niger assure la survie d'environ 100 millions d'habitants dans les neuf pays riverains.

### Des engagements solidaires

Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger et Henri de Raincourt, Ministre français chargé de la coopération auprès du Ministre des Affaires Etrangères et Européennes, ont présenté une synthèse

des recommandations adoptées lors du forum du 17 et 18 octobre 2011 à Bamako « Solidarité pour l'eau dans les pays du bassin du Niger ».

Habib Ouane, Ministre de l'Energie et de l'Eau du Mali, Michel Camdessus, Gouverneur de la Banque de France et Marc Gentilini, Délégué général de la Fondation Chirac pour l'accès à une santé de qualité, réitèrent les défis et engagements solidaires pour la gestion durable du fleuve Niger. « S'il est difficile de mourir de faim, il est facile de mourir de soif », lance le Professeur Gentilini.

Durant la lecture de la déclaration commune des Chefs d'Etat des pays du Bassin Niger, le Président de la République du Tchad, Idriss Deby Itno, également Président de l'Autorité du Bassin de Niger, assure que « la signature de ces engagements marquent l'aboutissement des travaux consentis par les responsables politiques, les experts et les représentants de la société civile au cours du forum de Bamako ». Les Etats membres promettent également de renforcer ces engagements au prochain sommet de Rio+20.

### UICN : Un «pont» pour de l'eau sans frontières

Le projet BRIDGE (pont) de l'UICN.uicn.fr (Union internationale pour la conservation de la nature) entend améliorer la gestion de l'eau dans les bassins hydrographiques transfrontaliers d'Amérique centrale et d'Amérique du sud et dans la région du Mékong (Asie).

Selon Alejandro Iza, Directeur du Centre de droit de l'environnement de l'UICN : «Les fleuves et les rivières établissent souvent des frontières entre les pays et les cultures. Cela provoque des conflits liés à la gestion de l'eau. A l'inverse, la diplomatie et une gestion rationnelle des ressources favorisent la paix et la coopération». BRIDGE vise à mettre en place une gestion transfrontalière de l'eau sous le principe : Eau sans frontières.

### Rapport de l'AEE : Nécessité d'améliorer l'utilisation de l'eau en Europe

Le nouveau rapport de L'Agence européenne pour l'environnement Vers une meilleure utilisation des ressources en eau en Europe, publié le 13 mars décrit l'état des ressources en eau de l'Europe et propose des solutions pour mieux utiliser l'eau.

Les "ressources en eau sont sous pression dans beaucoup de régions européennes, et la situation est en train d'empirer" déclare Jacqueline McGlade, directrice exécutive de l'AEE.

Les efforts majeurs pour éviter la pénurie de l'eau en Europe s'orientent vers des systèmes d'irrigation plus efficaces, un meilleur approvisionnement public et une coordination entre la législation de l'eau et celle de l'énergie.

### Sécuriser l'eau des villes en Asie-Pacifique

Dans les pays asiatiques, les questions d'assainissement restent cruciales. ONU-Habitat et le Forum de l'Eau de l'Asie-Pacifique ont donné la parole à différents acteurs de cette région, impliqués dans l'élaboration de solutions. Phnom Penh, Cambodge, a ainsi enregistré des progrès en matière de réseaux d'assainissement grâce la sécurisation des financements et à l'implication de l'opérateur municipal. L'expérimentation réalisée par Veolia Water India sur la zone de Karnataka, Inde, a permis de fournir de l'eau en continu aux populations. Les campagnes de sensibilisation conduites à Singapour sur la réutilisation des eaux épurées comme eau potable rentrent également dans cette liste des bonnes pratiques.

### Une solution pour une meilleure gestion transfrontalière des eaux

L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé (INWEH) de l'Université des Nations Unies présente IW : sa solution n°3029. Il s'agit d'une plateforme en ligne, regroupant les résultats de 180 projets scientifiques (8 Milliards USD) produits en 20 ans sur les problèmes de gestion transfrontalière des milieux marins et d'eaux douces dans le monde. Cette synthèse servira pour orienter les décisions politiques à venir dans le monde.

L'INWEH défend sa solution ce 14 mars à 11h lors des tables rondes L'interface entre la science et la politique de l'Eau, au Palais des Congrès. Une conférence sera également donnée à Bangkok en Septembre 2012.  
www.inweh.unu.edu

## 4<sup>ème</sup> rapport mondial sur l'eau des Nations Unies : un plan de route pour aller de l'avant

**A la veille de la Conférence de Rio + 20, le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) et l'UNESCO présentent le "4<sup>ème</sup> Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR4), une nouvelle approche des problématiques de l'eau dans le monde".**



Le 4<sup>ème</sup> rapport mondial sur l'eau des Nations Unies a été publié durant le 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau.

©Photo MPM

Le rapport souligne que l'eau est un facteur important dans de nombreuses crises mondiales. Ce « plan de route pour aller de l'avant », d'après la formule d'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a été présenté le 12 mars par des intervenants ayant participé à son élaboration. Il représente les efforts conjugués de 28 entités membres de l'ONU-Eau.

Comme dans les éditions précédentes, l'eau est la ligne directrice du rapport. Toutefois, le WWDR4 traite avec une approche novatrice les différentes dimensions de l'eau. Lors de la présentation, Olcay Ünver, coordinateur du WWAP, a insisté sur certaines nouveautés du rapport triennal, notamment la définition de 17 grands axes et l'introduction d'une composante régionale. Les autres éléments innovants portent sur la participation des partenaires qui ne sont pas directement des spécialistes du secteur de l'eau et sur la prise en compte

de la question du genre. Le rapport offre également un aperçu des futurs possibles.

Le premier des trois volumes du rapport traite de la thématique "Gérer l'eau dans des conditions de risque et d'incertitude". La première partie propose un aperçu des évolutions, tendances, et principaux défis récents et la deuxième aborde concrètement la gestion de l'eau. Le second volume réunit des rapports préparés par l'ONU-Eau et ses partenaires. Le troisième tome évoque les réussites, échecs et leçons à tirer des 15 cas d'études concrets liés aux objectifs à atteindre concernant l'eau.

**« L'eau... est le dénominateur commun de la plupart des défis mondiaux. » (Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO)**

Le WWDR4 souligne aussi l'importance de la coopération dans les initiatives en matière d'eau. 40% de la population mondiale dépend d'eaux transfrontalières. La croissance démographique devrait être de 70% d'ici à 2050, entraînant une augmentation de 70% de la demande alimentaire (d'ici à 2050) et de 49% de la consommation énergétique (d'ici à 2035). Intégrer une dimension socioéconomique à l'approche de la gestion de l'eau est d'une importance capitale. Gérer des conflits liés à la demande en eau dans un contexte de manque croissant de ressources en eau et assurer le développement durable : tel est le projet du WWDR4 pour le futur du monde. •

#### Ont participé à ce numéro :

**Editeur :** Secrétariat du Comité International du Forum Mondial de l'Eau, 11 la Canebière 13001 Marseille France - **Directeur de la publication :** Jean-Marc Lacave, Directeur exécutif du Secrétariat du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau - **Rédactrice en chef :** Claudine Chilinski, Directrice Marketing, Communication - **Rédactrice en chef adjointe :** Carole Schaal Cornillet - **Journalistes :** C. Garcia, J.-C. Barla, G. Tur, A. Place, M.-P. Vega, N. Bureau du Colombier - **Rédacteurs Réseau Projection :** A. Labaeye, C. Vigié Helie, J. Grueau, L. Ghiglia, Hyacinthe, B. Tallagbé, B. Kakou Arsene, M. Djigo, A. Saleem, Ebadati, T. Takeda, A. Issoufou, C. Perez Bolde, R. Tejada, M. Lobo, A. Bonneville, S. Detchou, S. Davin, Chenut, F. Roignant, U. Fifi, Kileshye, S. Nglambi, Z. Koffi Vilevo, R. Guirbaye, L. Johnson, Ludington, Uche, N. Shlesinger, Tignino, Li, P. Anamaria-Cristina, A. Kafkalidis, H. Gonçalves - **Maquette :** A. Triaureau - **Webmestre :** M.-C. Audibert - **Coordination :** econostrum.info